

(107) Diocèse catholique de Victoria

Le diocèse de Victoria s'oppose à la TPS et veut que le Sénat la rejette. Cette taxe est régressive et place un lourd fardeau sur les femmes.

(108) Murray Dorin, député

M. Dorin est favorable au projet de loi parce qu'il sera bon pour l'économie du Canada; en effet, il gonflera les extrants nationaux de 9 milliards de dollars. M. Dorin a soutenu que le Sénat ne devrait pas retarder l'adoption du projet de loi.

(109) Don't Tax Reading Coalition

Les livres et les périodiques devraient être détaxés.

(110) Peter Dungan, Jack Mintz et Thomas Wilson, Université de Toronto

La TPS est complexe, elle n'est pas compatible avec les taxes de vente provinciales, n'est pas progressive pour les familles qui gagnent 30 000 \$ par année et, qui plus est, elle n'est pas harmonisée avec le régime fiscal américain.

(111) Église Unie du Canada, Conférence de la Colombie-Britannique
La TPS doit être rejetée, parce qu'elle est régressive. Il faut des taux d'impôt sur le revenu plus progressifs.

(112) Edmonton and District Labour Council

La TPS est régressive et inflationniste. Elle frappera le plus durement les secteurs du tourisme et de la fabrication. Il faut réformer le régime de l'impôt sur le revenu actuel pour le rendre plus progressif.

(113) Edmonton Inner-City Church Committee

Le Comité s'oppose à la taxe et veut un régime de l'impôt sur le revenu progressif. Il veut aussi que disparaissent les échappatoires dont profitent les sociétés actuellement.

(114) Effem Foods Ltd.

Le projet de loi devrait être amendé de façon à ce que les confiseries de chocolat soient exclues de la liste des produits qui ne sont pas des produits alimentaires de base.

(115) End Legislated Poverty

Cet organisme s'oppose à la TPS, parce qu'elle accentuera la pauvreté. Il faudrait amener les sociétés à payer leur juste part d'impôt en ramenant l'impôt sur le revenu des sociétés au niveau où il se trouvait en 1984.

(116) Fair Rental Policy Organization of Ontario

Cet organisme estime que la TPS aura un effet négatif sur les propriétaires d'immeubles locatifs et sur les locataires.